

Unité Départementale de l'Oise  
Z.A. la Vatine  
283 rue de Clermont  
60000 Beauvais

Lille, le 19 août 2022

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 03/05/2022

### **Contexte et constats**

Publié sur



#### **FLINT Group France**

Zone Industrielle de BREUIL LE SEC  
60840 BREUIL LE SEC

Références : IC-R/0339/22-CM/SF

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 03/05/2022 dans l'établissement FLINT Group France implanté Zone Industrielle de BREUIL LE SEC 60840 BREUIL LE SEC. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- FLINT Group France
- Zone Industrielle de BREUIL LE SEC 60840 BREUIL LE SEC
- Code AIOT dans GUN : 0005103657
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil bas
- Non IED - MTD

La société FLINT Group France exploite sur la plate-forme chimique de Breuil-le-Sec des installations de fabrication d'encre liquides pour emballages. La société appartient pour moitié à Goldman Sachs et pour l'autre à Koch Industries. Flint fabrique environ 1200 produits et utilise près de 700 matières premières. La production annuelle est de 25 000 tonnes pour un chiffre d'affaires de 70 Millions pour le site de Breuil le Sec. Le fonctionnement de ces installations est réglementé par l'arrêté préfectoral complémentaire du 12 octobre 2010 et par l'arrêté préfectoral complémentaire du 12 juillet 2018.

#### **Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- articles 8.2.1, 8.2.2, 8.6 de l'arrêté préfectoral du 12 octobre 2010
- article 5 de l'arrêté préfectoral du 12 juillet 2018

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite
- la prescription contrôlée
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'inspection des installations classées
  - les observations éventuelles
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous)
  - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives.
- « sans suite administrative ».

### 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :**

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une précédente inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
batiment E410	Arrêté Préfectoral du 12/10/2010, article 8.2.1	/	Sans objet

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Batiment E410	Arrêté Préfectoral du 12/10/2010, article 8.2.2	/	Sans objet
Batiment F500	Arrêté Préfectoral du 12/10/2010, article 8.6	/	Sans objet
Installation de déchargement de produits dangereux	Arrêté Préfectoral du 12/07/2018, article 5	/	Sans objet

### **2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats**

L'exploitant doit apporter des éléments de réponses sur les points de non conformités relevés dans le cadre de la maintenance de son système de sprinklage du bâtiment E410. Il a 30 jours pour se faire.

### **2-4) Fiches de constats**

**Nom du point de contrôle : bâtiment E410**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 12/10/2010, article 8.2.1
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Protection contre l'incendie
<b>Prescription contrôlée :</b> L'ensemble du bâtiment E410 est équipé d'un système d'extinction automatique (sprinkler) à mousse conçu, installé et entretenu régulièrement conformément aux normes en vigueur. L'atelier de production et les locaux de l'aile ouest (locaux électriques, salle de contrôle, vestiaires, bureaux, atelier pilote, laboratoires, local de charge d'accumulateurs, local d'entretien, locaux de stockage d'échantillons d'encres) du bâtiment E410 sont séparés par un mur et des portes respectivement REI 120 et EI 120 (coupe-feu de degré 2 heures). Le dépassement latéral et en toiture de ce mur n'est pas exigé.
<b>Constats :</b> L'exploitant a transmis un plan à l'inspection (daté du 23/12/2021) indiquant la présence des murs coupe-feu 2heures (REI 120). Un document de la société Socotec du 16 octobre 2009 atteste de ce caractère REI 120.  S'agissant des portes coupe-feu, l'exploitant a transmis des documents (procès verbaux) attestant de leur caractère EI120.  Le bâtiment E410 est équipé d'un système d'extinction automatique à mousse. La maintenance est gérée par la GMAO (échéances de maintenance préventive et gestion des non-conformités le cas échéant). La maintenance trentenaire est planifiée fin mai par la société Tyco. La dernière visite semestrielle de maintenance a eu lieu en décembre 2021. Des points non conformes susceptibles de mettre en échec le système sont identifiés. Certains depuis 2018. L'exploitant a indiqué que ces non-conformités récurrentes proviennent d'une mise en place de proportionneurs d'émulseurs dans le poste sprinkleur E410 en 2018. Ceux-ci ont été installés par une société autre que Tyco qui par suite demande une validation de ces nouvelles installations par le CNPP. L'exploitant indique également qu'une visite trentenaire a été réalisée en juillet 2020 par la société Tyco. Dans ce cadre la société Flint a fait le choix de changer de système d'exploitation pour ces proportionneurs d'émulseurs. Une réfection complète du poste sprinklage E 410 a également été acté par l'exploitant. Flint est en attente d'éléments de chiffrage par Tyco. Une enveloppe financière est réservée par Flint pour réaliser l'ensemble de ces travaux. L'exploitant indique que ces derniers seront engagés dès réception du devis par la société Tyco. L'exploitant apportera les éléments de réponse sur la mise en conformité de son système d'extinction automatique à mousse au bâtiment E410.
<b>Observations :</b>
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**Nom du point de contrôle :** Batiment E410

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 12/10/2010, article 8.2.2

**Thème(s) :** Risques accidentels, Installation de production

**Prescription contrôlée :**

Les cuves fixes de production, les cuves de stockage situées au rez-de-chaussée et la machine à laver utilisant des solvants de nettoyage sont équipées d'un dispositif d'inertage à l'azote.

Les circuits d'injection d'azote des cuves fixes de production d'encre solvantées sont équipés d'un débitmètre. L'atteinte d'un seuil de débit bas défini sous la responsabilité de l'exploitant entraîne la fermeture automatique des vannes de la cuve concernée ainsi que le déclenchement d'une alarme en salle de contrôle. Une consigne écrite définit les actions à mettre en œuvre à la survenue de cette alarme.

Les circuits d'injection d'azote des cuves de stockage sont équipés d'un pressostat. L'atteinte d'un seuil de pression basse défini sous la responsabilité de l'exploitant entraîne le déclenchement d'une alarme en salle de contrôle. Une consigne écrite définit les actions à mettre en œuvre à la survenue de cette alarme.

Les broyeurs sont équipés d'une sonde de mesure de la température. Le franchissement d'un seuil de température haute défini sous la responsabilité de l'exploitant entraîne l'arrêt automatique des opérations de broyage.

Les disperseurs utilisés pour la formulation d'encre solvantées sont équipés d'un dispositif de détection de présence du couvercle, Le fonctionnement de ces disperseurs est asservi à la présence d'un couvercle.

Les disperseurs utilisés pour la formulation d'encre solvantées sont équipés d'un système de temporisation permettant de limiter leur durée de fonctionnement à une durée définie sous la responsabilité de l'exploitant afin d'éviter les échauffements.

Les cuves fixes de production sont équipées d'une détection de niveau haut défini sous la responsabilité de l'exploitant. Le franchissement du seuil haut entraîne la fermeture automatique des vannes d'alimentation ainsi que le déclenchement d'une alarme visuelle dans l'atelier. Une consigne écrite définit les actions à mettre en œuvre à la survenue de cette alarme.

Les cuves mobiles sont placées sur peson au niveau des postes de remplissage. Ces postes de remplissage sont placés sur une fosse de rétention. La fosse de rétention est équipée d'un dispositif de détection de liquide. La détection de liquide dans la fosse de rétention entraîne l'arrêt automatique des pompes de remplissage des cuves ainsi que le déclenchement d'une alarme visuelle dans l'atelier. Une consigne écrite définit les actions à mettre en œuvre à la survenue de cette alarme.

**Constats :** Une procédure OI CLE3 04 04 015 3 définit l'inertage des cuves fixes. il s'agit d'une instruction de travail. Par suite, l'ensemble des cuves fixes sont inertées à l'azote. Les alarmes et défauts possibles sur le circuit d'inertage à l'azote sont identifiés dans cette instruction. Les actions à mettre en place par les opérateurs et chef de poste sont explicitées.

Le PID "Azote" E410 00 M 10 34 indique que des débitmètres sont présents sur ce circuit. Deux seuils d'alerte de niveau bas de débit sont indiqués sur les "tables de vérité sécurité". La cuve fixe "disperseurs solvant" a été pris comme échantillon.

Sa table de vérité indique un seuil de débit bas à 4Mm3/h (débit du circuit d'inertage pendant des opération de production).

Un seuil d'alerte à 10Nm3/h lorsque cette cuve n'est pas en opération de production.

L'instruction de travail évoquée ci-dessus définit les actions à entreprendre dès de l'alarme se met en route.

Toujours avec le même échantillonnage, la table de vérité indique un arrêt complet (arrêt des pompes, fermeture des vannes) de la cuve "disperseur solvant" en cas de détection d'un des deux seuils d'alerte.

Ces seuils d'alerte sont repris dans l'outil de supervision en salle de contrôle

Le PID indique la présence d'un pressostat sur ce circuit d'inertage.

Les broyeurs sont équipés d'une sonde de température à 50°C. Cette sonde est étalonnée annuellement par le service maintenance.

Le seuil d'alerte est fixé à 55°C. A cette température le broyeur s'arrête complètement.

S'agissant des disperseurs, la table de vérité du disperseur R3120.3, pris en échantillonnage) indique que si le couvercle n'a pas été détecté, le démarrage de l'appareil ne peut se faire.

La table de vérité indique également qu'une durée maximale d'agitation est identifiée et que son dépassement entraîne l'arrêt de l'appareil. Cette durée est différente selon la recette effectuée.

Les cuves fixes de production sont équipées d'un système de détection de niveau haut. Le déclenchement de cette alarme entraîne la fermeture de la vanne de chargement. Ce point est décrit dans la procédure OI CLE3 04 04 007.

La gestion de la fermeture est intégrée dans le système de supervision.

La procédure indique également la procédure à suivre en cas de déclenchement de l'alarme de niveau haut.

La procédure OI CLE3 04 04 301 2 encadre la pesée des cuves mobiles de l'atelier.

Il est indiqué que la station de pesée est sur rétention. Les actions à mener en cas de débordement de cette rétention sont décrites, principalement l'arrêt de l'introduction des matières premières. Ce point est repris dans les tables de vérité de chacune de ces cuves mobiles.

La rétention est équipée d'une lame vibrante pour détection du niveau.

**Observations :**

**Type de suites proposées :** Sans suite

**Proposition de suites :** Sans objet

## Nom du point de contrôle : Batiment F500

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 12/10/2010, article 8.6
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Stockage de nitrocellulose
<b>Prescription contrôlée :</b> Le bloc F500 est composé de trois cellules de stockage distantes les unes des autres d'au moins 5 mètres et d'une hauteur maximale de 4 mètres. Ces cellules sont dédiées au stockage de nitrocellulose mouillée ou plastifiée. La quantité de nitrocellulose stockée dans chacune des cellules est limitée à 30 tonnes.  Les cellules présentent les caractéristiques de réaction et de résistance au feu minimales suivantes : <ul style="list-style-type: none"><li>- murs et toitures de classe REI 120 {coupe-feu de degré 2 heures) ;</li><li>- portes donnant vers l'extérieur EI 120 (coupe-feu de degré 2heures) ;</li><li>- matériaux de classe A1 (incombustibles) ;</li><li>- toit frangible.</li></ul> Les cellules sont bordées au nord et à l'est de merlons de terre d'une hauteur minimale de 6 mètres.  Les cellules sont équipées d'un système d'extinction automatique de type déluge. Ce système est associé à au moins 2 détecteurs optiques et 2 détecteurs de fumées par cellule. Le déclenchement du système d'extinction entraîne le déclenchement d'une alarme au poste de garde. Une consigne écrite définit les actions à mettre en œuvre à la survenue de cette alarme.
<b>Constats :</b> Le site présente 3 cellules de stockage de nitrocellulose. Cette matière première est conditionnée en tonnelet de carton dure. Il s'agit d'une pâte mouillée légèrement à l'alcool.  Il existe 7m entre chaque cellule. La hauteur des cellules est de 4m au maximum Un extrait de l'état des stocks réalisé en temps réel lors de l'inspection indique 81t de produits présents.  Un courrier de la société Socotec daté du 28 mai 2010 atteste que les murs coupe-feu de ces 3 bâtiments sont REI120. Les portes sont EI120 (l'exploitant a transmis des procès verbaux attestant ce point). Les murs sont en béton armé, matériaux A1. Le toit est en tôle.  Les merlons au nord et à l'est mesurent 6m de haut, un plan géomètre l'attestant. La visite de terrain a permis de constater le bon entretien de ces merlons.  Chaque cellule est équipé d'un système d'extinction automatique à l'eau. La visite de terrain a permis de vérifier que chaque cellule était équipée d'un système de 3 détecteurs optiques et de deux détecteurs de fumée. Leur nombre est supérieur à deux. Il sont vérifiés annuellement par la société Siemens. Le dernier rapport de maintenance date de décembre 2021.  Le déclenchement du système de sprinklage est reporté au poste de garde et en salle de contrôle du bâtiment E140. Au poste de garde se trouvent des consignes écrites qui sont reprises dans la fiche F500 du POI de la plate-forme. Le gardien doit réaliser en amont une levé de doutes.
<b>Observations :</b>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet



**Nom du point de contrôle :** Installation de déchargement de produits dangereux

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 12/07/2018, article 5
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, dépotage
<p><b>Prescription contrôlée :</b>  Les dispositions du présent chapitre concernent a minima les produits de la zone de stockage E416.</p> <p>Avant le début d'une opération de déchargement, l'exploitant s'assure, notamment à travers le respect d'une procédure, d'une part de la nature du produit contenu dans la citerne et, d'autre part, que la capacité disponible dans les réservoirs est supérieure au volume de la citerne à dépoter et que les réservoirs peuvent recevoir le volume de produit qui leur est destiné. Toute opération de dépotage de camion-citerne est systématiquement surveillée par au moins une personne, soit le chauffeur, soit un opérateur dûment habilité.</p> <p>Le déchargement ne se fait pas en pleine voie de circulation mais sur des aires réservées à cet effet ou bénéficiant d'une signalisation (barrière mobile ou équivalent). Elles sont aménagées pour permettre la récupération des éventuels écoulements accidentels.</p> <p>Toutes dispositions nécessaires sont prises pour interdire tout mouvement intempestif du véhicule en cours de déchargement. Pendant l'opération de déchargement, le moteur du véhicule est à l'arrêt sauf exception (utilisation d'un camion pompe ou avec compresseur).</p> <p>Les installations de déchargement disposent d'arrêts d'urgence.</p> <p>Les camions sont mis à la terre pendant le déchargement. Une sécurité empêche le dépotage en cas d'absence de mise à la terre du camion.</p> <p>De plus, les aires de chargement ou de déchargement de liquides inflammables disposent d'une rétention conçue de manière à contenir le volume maximal de liquides inflammables contenu dans la plus grosse citerne susceptible d'être chargée ou déchargée sur ces aires.</p> <p>En particulier, un volume total minimal de rétention (éventuellement obtenu par la connexion de plusieurs rétentions) de 30 m<sup>3</sup> est associé à l'aire E 416.</p> <p>Les rétentions répondent aux dispositions suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- elles sont pourvues d'un dispositif d'étanchéité constitué par un revêtement en béton ou tout autre revêtement présentant des caractéristiques d'étanchéité au moins équivalentes ;</li> <li>- elles sont conçues et entretenues pour résister à la pression statique du liquide inflammable éventuellement répandu et à l'action physico-chimique des produits pouvant être recueillis.</li> </ul> <p>Dans le cas d'une rétention déportée, la disposition et la pente du sol sont telles qu'en cas de fuite les liquides inflammables sont dirigés uniquement vers la capacité de rétention. Le trajet aérien suivi par les écoulements accidentels entre les citernes et la capacité de rétention ne traverse pas de zone comportant des feux nus et ne coupe pas les voies d'accès à ces aires. Si l'écoulement est canalisé, les caniveaux et tuyauteries disposent si nécessaire d'équipements empêchant la propagation d'un éventuel incendie entre la citerne et la rétention déportée (par exemple, un siphon anti-flamme).</p> <p><b>Constats :</b> Une procédure " Réception, dépotage et chargement des matières premières en vrac en E416" définit les règles à suivre lors d'un dépotage de produits liquides.</p> <p>Les principales étapes y sont reprises : identification de la cuve à remplir, vérification de la capacité d'accueil au regard de la capacité de la citerne, mise à la terre de la citerne.</p> <p>Lors des opérations de dépotage, un opérateur spécialisé et le chauffeur sont présents.</p> <p>L'aire de dépotage est en dehors de toutes voies de circulation. Il s'agit d'un espace dédié. Elle est sur rétention totale. Le volume de la rétention est d'environ 37m<sup>3</sup>, en plusieurs cuves enterrées à proximité immédiate de l'aire de dépotage.</p> <p>Un capteur de niveau haut existe également avec report dans la cabane des opérateurs spécialisés. En cas de niveau haut, une analyse de DCO est réalisée et en fonction des résultats soit l'exploitant</p>

fait pomper et éliminer comme déchet ces boues, soit le liquide est envoyé dans les bassins d'eaux pluviales par une pompe.

Des boutons arrêts coup de poing sont présents sur l'aire de dépotage : 1 au niveau des pompes de transfert et un autre dans la cabane de l'opérateur spécialisé.

La mise en marche des pompes de transfert est assujettie à la mise à la terre de la citerne.

**Observations :**

**Type de suites proposées :** Sans suite

**Proposition de suites :** Sans objet